



Conseil économique et social

Distr.générale
15 mars 2010
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales
Session ordinaire de 2010
26 mai-4 juin 2010

**Rapports quadriennaux pour la période 2005-2008,
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général
par les organisations non gouvernementales dotées
du statut consultatif auprès du Conseil économique
et social, en application de la résolution 1996/31
du Conseil**

Note du Secrétaire général



Table des matières

	<i>Page</i>
1. League of Kenya Women Voters	3
2. National Tropical Botanical Garden	6
3. Réseau des organisations non gouvernementales féminines de la République islamique d'Iran	9
4. Project Concern International	10
5. Women's Missionary Society of the African Methodist Episcopal Church	14
6. Assemblée mondiale des petites et moyennes entreprises	16

1. League of Kenya Women Voters

Statut consultatif spécial accordé en 2001

I. Introduction

La League of Kenya Women Voters (Ligue des femmes électrices du Kenya) est une organisation féminine non partisane de femmes fondée en 1992 par un groupe de femmes kényanes bénévoles animées du même esprit afin de promouvoir le droit des femmes à occuper des postes de leadership politique et d'autres postes de décision. La Ligue est une organisation associative non gouvernementale enregistrée en tant qu'association au titre de la loi relative aux sociétés (Cap 108 - droit du Kenya).

Mission : collaborer avec d'autres organisations en faveur d'une participation active, libre et égale des femmes à la politique et aux affaires publiques par le biais du processus électoral en tant qu'électrices et dirigeantes.

Vision : une société démocratique au Kenya dans laquelle les femmes peuvent faire entendre leur voix de manière adéquate et efficace et sont reconnues sur un même pied d'égalité que les hommes dans le cadre de leurs contributions politiques, sociales et économiques.

La constitution de la Ligue stipule les objectifs organisationnels, les critères d'adhésion, la structure du conseil ainsi que la gestion quotidienne de l'organisation. Elle pourvoit en outre à l'élection du conseil, auquel il incombe de dicter la direction de l'organisation.

Objectifs : l'association poursuit les objectifs suivants : (a) instaurer un lieu où les femmes de toutes races, classe, croyance, âge ou contexte éducatif sont encouragées à participer à la politique; (b) sensibiliser la société aux questions touchant à l'égalité entre les sexes, et plus particulièrement aux pratiques culturelles entravant l'épanouissement des femmes; (c) renforcer la confiance et l'estime portée aux femmes en tant que dirigeantes et dans leur prises de décision en plus de les inciter à lutter pour toutes les positions de direction dans les sphères politique, économique, religieuse, sociale et culturelle; (d) veiller à éduquer et sensibiliser aux droits de l'homme et venir à bout de toute inertie civique dont font montre les femmes; (e) identifier et aider les candidates potentielles à des postes électifs en leur permettant de développer leurs capacités; (f) faire pression pour obtenir des amendements aux lois qui discriminent les femmes; (g) informer et éduquer les femmes aux questions d'importance nationale et à leur indispensable rôle de chefs de file; (h) renforcer le pouvoir d'action des femmes afin qu'elles participent davantage au processus politique avec leurs homologues masculins sur un même pied d'égalité et en tirer parti pour résoudre les problèmes auxquels elles sont confrontées en tant que communauté.

Programmes : les activités de la Ligue s'inscrivent dans le cadre de quatre programmes : (a) le Programme Élections et Leadership féminin - ce programme vise à mobiliser, identifier et travailler avec des femmes dirigeantes de manière à développer leurs capacités et à les impliquer dans le dialogue entre les partis politiques en plus d'autres initiatives de gouvernance sexospécifique afin d'inciter le peuple à demander que les femmes occupent des postes à responsabilité au Kenya; (b) le programme Gestion publique et droits de l'homme : ce programme

veille à ce que la législation nationale et les politiques d'État satisfassent les besoins des femmes en plus de s'assurer de la mise en œuvre des accords internationaux sur les droits de l'homme ainsi que de leur ratification; (c) le programme Communication, études et défense de l'égalité des sexes : ce programme élabore des études et une documentation pertinentes afin de soutenir et développer les capacités de leadership des femmes. Il fait également office de plate-forme de diffusion des informations au public sur des questions axées sur les femmes et le leadership en plus d'améliorer l'image de la ligue; (d) le Programme d'autonomisation économique : ce programme vise à rendre les femmes économiquement indépendantes afin qu'elles puissent défendre des idéaux démocratiques.

II. Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

Depuis les élections générales multipartites de 1992 au Kenya, le processus de démocratisation a induit plusieurs développements positifs en faveur de l'autonomisation des femmes au Kenya. La League of Kenya Women Voters (LKWV) a fait pression pour obtenir la nomination d'un grand nombre de ses femmes à des postes de prise de décision clés.

Dans le sillage des élections générales de 2002, la présidente du LKWV, Hon. Martha Karua, a été nommée ministre de la justice et des affaires constitutionnelles. Le LKWV a soutenu plus de 100 femmes candidates aussi bien dans des élections civiques que parlementaires au Kenya. Dix femmes ont été élues au Parlement, huit nommées et plus de 30 élues au sein de conseils d'autorité locaux en tant que conseillères et maires. Le LKWV, avec l'appui du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), par le biais du Programme Genre et Gouvernance II, a mis sur pied un programme d'éducation des électeurs en militant pour les femmes, et notamment en soutenant une équipe qui a fait campagne pour des femmes candidates quelle que soit leur affiliation politique. En 2003, l'un des membres de notre conseil, Hon. Justice Martha Koome, a été nommée juge de la Haute Cour du Kenya. Un autre membre du Conseil, Hon. Dr. Julia A. Ojiambo, a fait son entrée au Parlement. Outre les nominations de premier plan susmentionnées, nous avons soutenu plusieurs femmes à qui plusieurs postes à responsabilité ont été confiés au sein du gouvernement. Grâce au soutien d'UNIFEM, le LKWV a envoyé cinq femmes à la réunion de la Commission sur le statut des femmes en compagnie de plusieurs de nos membres. En 2004, nous avons poursuivi nos activités mettant en exergue les nombreuses lois et pratiques discriminatoires légitimisant la subordination des femmes. Nous avons fait pression auprès du Parlement pour l'adoption du projet de loi sur les femmes et les violences sexuelles, aggravant les peines prévues pour les délinquants sexuels.

En 2005, avec le concours d'UNIFEM et d'autres partenaires œuvrant pour le développement, le LKWV s'est engagé dans un exercice à l'échelle du pays consistant à identifier les femmes candidates capables de se présenter aux élections générales de 2007 au Kenya et a renforcé un programme d'éducation des citoyens et des électeurs dans tout le pays. Le LKWV a fait preuve de solidarité et a souhaité coopérer avec d'autres femmes au Kenya pour renforcer le mouvement des femmes tant au Kenya qu'à l'échelon international. Le LKWV a tenu compte du fait qu'au Kenya, ces dernières sont responsables de la majeure partie des ménages et que la

majorité d'entre elles sont pauvres. Grâce au soutien du gouvernement, nous nous sommes attaqués aux objectifs du Millénaire pour le développement et nous sommes concentrés sur la réduction de la pauvreté, la génération de revenus, la création d'emplois ainsi que l'agriculture. Constituant la majeure partie des agriculteurs au Kenya, les femmes sont donc l'épine dorsale de l'économie de ce pays. Toutefois, rares sont celles qui sont propriétaires de leurs propres terres. Le LKWV se préoccupe de la politique foncière de manière à préserver les intérêts des femmes. La majorité des femmes kényanes n'étant pas propriétaires de leur terrain, il leur est impossible d'accéder aux facilités de crédit existantes car elles ne disposent d'aucune garantie.

Nous sommes heureux de signaler que grâce au soutien du PNUD, le LKWV a mis sur pied une société d'épargne et de crédit afin de permettre à nos membres d'emprunter de l'argent pour lancer des activités rémunératrices. Cela s'inscrit dans le cadre de notre programme d'activités sur les objectifs du Millénaire pour le développement. Le LKWV sensibilise par ailleurs les femmes sur les questions de santé procréative, le VIH/sida, la malaria et d'autres maladies, ainsi que sur les solutions permettant de réduire efficacement la mortalité infantile. Le LKWV s'efforce plus particulièrement de fournir à ses membres et communautés en général les connaissances et compétences relatives aux interventions préventives permettant de les protéger contre le VIH/sida grâce à des pratiques sexuelles sans risque.

Chaque jour, des femmes et des enfants sont abusés, battus et violés/souillés. La violence à l'encontre des femmes a lieu à la maison, dans des établissements d'enseignement et au sein des communautés. Afin de mettre fin à la violence sexuelle et sexiste, le LKWV a instauré un programme parajuridique visant à faciliter l'application de la loi. La majorité des personnes déplacées au Kenya après les élections générales de 2007 étaient des femmes et des enfants. Le ministre en charge de ces personnes est une femme (Ministère des Programmes Spéciaux). Le LKWV s'intéresse vivement à leur réinstallation dans le pays.

Depuis 2003, nous avons travaillé sans relâche sur le Programme d'action de Beijing et lancé un programme intitulé « Bringing Beijing Home ».

Actuellement, le LKWV est partie prenante du processus d'élaboration d'une constitution au Kenya destiné à préserver les acquis des femmes dans le projet de constitution. La majorité des femmes kényanes étant très peu au fait de la constitution ou du processus d'élaboration de celle-ci, le LKWV prendra part à un intense programme d'éducation civique qui débutera en février 2010, en guise de préambule à un vote de référendum national. En janvier 2009, M^{me} Alice Muthoni Wahome a été élue Présidente du LKWV. Elle est conseillère principale (avocate) au Kenya et collabore actuellement avec le Comité d'experts sur la nouvelle constitution au Kenya.

Résultats : En 2004, le gouvernement du Kenya a mis sur pied une Commission de l'égalité des sexes chargée d'examiner les affaires intéressant les femmes, dont le LKWV est partie prenante. Cherchant à satisfaire les exigences de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes à travers des programmes axés sur les objectifs du Millénaire pour le développement et des mesures positives en faveur de l'éducation des femmes, le gouvernement du Kenya a baissé les notes d'entrée que doivent obtenir les étudiantes désireuses de s'inscrire à l'université.

2. National Tropical Botanical Garden

Statut consultatif spécial accordé en 1997

I. Introduction

Le National Tropical Botanical Garden (NTBG) vise à enrichir la vie par le biais de découvertes, de la recherche scientifique, de la conservation et de l'éducation en perpétuant la survie des plantes, les écosystèmes, et les connaissances culturelles des régions tropicales. À travers son réseau de jardins botaniques, ses complexes de recherche et d'horticulture ultramodernes ainsi que ses collections d'organismes vivants et de ressources, l'organisation poursuit les objectifs suivants : (a) établir, développer, administrer et conserver un centre éducatif et scientifique doté de bibliothèques, d'herbiers, de laboratoires et de musées de manière à favoriser et effectuer des recherches en botanique tropicale élémentaire et appliquée; (b) favoriser et encourager la recherche fondamentale sur la vie des plantes tropicales et l'étude des usages de la flore tropicale dans les domaines de l'agriculture, des forêts, de l'horticulture, de la médecine et d'autres sciences; (c) partager les connaissances acquises sur la botanique élémentaire et appliquée par le biais de publications et d'autres médias; (d) collecter et cultiver la flore tropicale ainsi que préserver les espèces de plantes tropicales menacées d'extinction; et (e) fournir des installations facilitant l'éducation, l'instruction et la récréation.

II. Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

L'organisation n'a pas pris part aux travaux du Conseil Économique et Social et de ses organes subsidiaires, aux principales conférences voire à d'autres réunions des Nations Unies pendant la période considérée étant donné que ses activités étaient axées sur le développement et la mise en œuvre de programmes de conservation de plantes indigènes et de restauration des écosystèmes, en plus de programmes éducatifs destinés aux jeunes mal desservis, en collaborant avant tout avec des organisations gouvernementales et locales basées à Hawaii. L'organisation aurait contribué plus efficacement à la mise en œuvre des programmes des Nations Unies si elle ne s'était pas heurtée aux problèmes suivants : le manque de moyens financiers et le peu de représentants a rendu très difficile la participation à des réunions internationales.

Bien que l'interaction directe entre le personnel et les programmes du NTBG d'une part et les programmes des Nations Unies ait été très limitée de 2005 à 2008, les activités suivantes, entre autres, ont été mises sur pied pour appuyer et renforcer les domaines liés au Statut consultatif spécial de notre Conseil économique et social des Nations Unies : des présentations, des expéditions ainsi que l'organisation d'un Sommet sur l'ethnobotanique en 2007. Impliquant des ONG et d'autres participants, ce sommet a mis l'accent sur la participation et le soutien du NTBG aux activités internationales de promotion des connaissances culturelles/ethnobotaniques. Le principal résultat de ce sommet ? La déclaration publiée dans le journal *Economic Botany* (2007), intitulée « Kaua'i Declaration: Ethnobotany, the Science of Survival ».

Le Directeur du Breadfruit Institute a collaboré à l'organisation et s'est exprimé sur la conservation des variétés traditionnelles de plantes économiques ainsi que sur les stratégies de marketing direct et à valeur ajoutée dans le domaine de l'agroforesterie à l'occasion de l'atelier « Trees for Improving Profitability, Sustainability, and Resource Management on Farms and Ranches Workshop » (2006, Hagatna, Guam et Koror, Palaos); la conservation in situ des fruits à pain dans les Îles du Pacifique et la promotion de la conservation ainsi que de l'utilisation durable des fruits à pain lors de la réunion annuelle de la Society for Economic Botany (juin 2006, Thaïlande). Il a en outre tenu un discours liminaire sur la diversité, la conservation et le potentiel des fruits à pain lors du premier Symposium international sur la recherche et le développement du fruit à pain (2007, Nadi, Fidji) et analysé le potentiel global d'une culture traditionnelle dans le Pacifique sur le plan de la sécurité alimentaire, de l'agroforesterie et de l'agriculture durable à l'occasion du Botany 2008 (2008, Canada).

Le Directeur du Breadfruit Institute a mené des travaux de terrain dans les États fédérés de la Micronésie de manière à documenter les pratiques culturelles, ethnobotaniques et liées à la diversité des fruits à pain (2005). Le Premier symposium international sur la recherche et le développement concernant le fruit de l'arbre à pain (2007, Nadi, Fidji) a été organisé/parrainé par le Breadfruit Institute, le Secrétariat de la Communauté pacifique, la Division Ressources terrestres, et le centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) pour l'Union Européenne-l'Afrique, les Caraïbes et le Pacifique, une aide financière étant apportée par le Centre international des cultures sous-utilisées, l'Unité mondiale de facilitation pour les espèces sous-utilisées, le Fonds Fiduciaire Mondial pour la Diversité des Cultures et l'Agence allemande de coopération technique. Le symposium du réseau des ressources phytogénétiques agricoles du Pacifique visait à passer en revue les progrès accomplis dans les recherches sur les fruits à pain, analyser les besoins et priorités, élaborer des stratégies de conservation des ressources génétiques des fruits à pain, établir des priorités quant aux travaux nécessaires aux fins de la recherche et du développement sur ces fruits à pain en plus d'explorer de nouvelles méthodes d'exploitation de la diversité des fruits à pain et d'améliorer la production de ces derniers. 36 recommandations ont été formulées lors de ce symposium, la principale d'entre elles soulignant que la collecte des fruits à pain et les travaux du NTBG constituent une contribution majeure pour la conservation, la recherche et le développement du fruit à pain. Le Symposium a redynamisé la collaboration internationale, l'échange d'informations et le travail en réseau autour de ce fruit à pain. Les actes du Symposium ont été publiés en 2007 (*Acta Horticulturae 757*) par la Société internationale de la science horticole.

Au rang des activités à l'appui de l'objectif ii de la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes (SMCP), citons : (a) depuis 2004, le personnel du Département de la conservation du NTBG est passé de 4 membres à plus de 20. Un second département dénommé Living Collections and Horticulture a vu le jour. Le département de la Conservation au NTBG a : (a) constitué le fer de lance du programme de surveillance des plantes indigènes rares le plus complet des îles Hawaii; (b) nos collecteurs y ont découvert plus de 30 nouvelles espèces et bien plus encore dans les îles du Pacifique Sud. Ils ont en outre retrouvé de nombreuses espèces historiquement récoltées mais qui étaient considérées comme disparues; (c) les pratiques innovantes favorisant une conservation à grande échelle sont l'un des points clés sur lequel le NTBG a travaillé entre 2004-2008. Les écologistes du

NTBG se sont en effet préparés à relever les défis croissants posés par le changement climatique, le développement envahissant et l'invasion biologique à Hawaï et ailleurs dans les tropiques; (d) utilisant des techniques dont il est question en détail dans la rubrique sur la conservation *inter situ*, le NTBG a fait fructifier les possibilités extraordinaires offertes par les techniques classiques in situ et ex situ; (e) en récoltant de grandes quantités de semences adéquates, nous réintroduisons des plantes indigènes appropriées sur les 117 hectares écologiquement restaurés que compte l'îlot de Lehua, en pleine mer, près de Niihau; (f) dans l'Upper Limahuli Preserve, une vallée suspendue reculée dont le NTBG est totalement propriétaire, nous avons construit une clôture anti-ongulés de 8 km autour de l'un des habitats les plus vierges que compte encore Kauai, avec au minimum 34 espèces de plantes en danger et 13 espèces figurant au répertoire des espèces menacées. Il fournit en outre un habitat de nidification aux oiseaux marins en grand danger.

Au rang des activités à l'appui de l'objectif iii de la SMCP, citons : (a) la collaboration du Breadfruit Institute avec le Secrétariat de la Communauté du Pacifique et le Fonds fiduciaire mondial pour la diversité des cultures pour développer une stratégie globale de conservation du fruit à pain (2007); (b) la mise sur pied d'une équipe de recherche avec l'Université de British Columbia Okanagan et l'Université de Guelph en vue de l'élaboration de méthodes de propagation in vitro afin de faciliter la conservation à long terme des ressources génétiques du fruit à pain, de distribuer des variétés dans le monde aux fins de la sécurité alimentaire, d'identifier des variétés tolérantes à la salinité et de procéder à des analyses nutritionnelles détaillées de manière à identifier des variétés riches en nutriments et celles susceptibles de permettre la fabrication de produits à valeur ajoutée tels que la farine (2004-2008); (c) le test de méthodes de transformation du fruit à pain en farine peu onéreuses en collaboration avec l'ONG américaine Compatible Technology International et l'Université de St. Thomas (Minnesota)(2008); le partenariat avec Sustainable Harvest International, une ONG basée aux États-Unis, pour distribuer des variétés spécifiques de fruit à pain aux fermiers pratiquant l'agriculture de subsistance au Honduras. 365 plantes ont été distribuées à 31 familles dans cinq communautés (2007).

Quant aux activités à l'appui de l'objectif vi de la SMCP, citons : (a) les collaborations entre le NTBG et le New York Botanical Garden de 2004 à 2008 axées sur l'exploration botanique de diverses îles de la Micronésie dont Pohnpei et Kosrae dans les États fédérés de la Micronésie et la République de Belau; (b) la réalisation d'une étude ainsi que d'une évaluation des espèces envahissantes du Belau en 2008 en collaboration avec le Service des forêts américain et le gouvernement du Belau; (c) le développement de partenariats avec le musée national de Belau, le gouvernement de Belau, la Société de conservation de Pohnpei, et la Kosrae Conservation and Safety Organization.

S'agissant des activités à l'appui de l'objectif x de la SMCP, citons : (a) le projet du jardin de Limahuli du NTBG visant à éradiquer les espèces envahissantes dans la forêt indigène de Hala et son exécution, la replantation de plantes indigènes ainsi que l'éradication des espèces envahissantes au Kahanu dans la forêt indigène de Hala (2003); (b) le lancement par le NTBG d'un programme de lutte intégrée contre les insectes nuisibles (2004); et l'organisation du Sommet sur la conservation en 2004 (voir partie II ci-dessus); (c) le NTBG a également scellé un accord de partage des avantages avec le gouvernement de Samoa via un mémorandum d'accord (2008). Le NTBG restituera au Gouvernement de Samoa cinquante pour cent des

redevances nettes de licence qu'il perçoit pour chaque plante d'une variété de fruit à pain de Samoa, issue de la récolte de fruits à pain du NTBG et qui est vendue/distribuée par le biais d'une entreprise horticole commerciale.

En ce qui concerne les activités à l'appui de l'objectif xiv de la SMCP, citons : (a) l'implication active des enfants dans les efforts de conservation à travers le Project Stewardship Programme du NTBG (2002); (b) le développement entre autres du programme d'excursions, des supports et des conférences du NTBG, destinés à éduquer le public (local et international), de manière à inclure des informations sur la protection des écosystèmes, et le lancement d'un programme de formation d'enseignants K-12 destiné à tisser des liens entre les connaissances culturelles et traditionnelles sur les plantes (2004).

3. Réseau des organisations non gouvernementales féminines de la République islamique d'Iran

Statut consultatif spécial accordé en 1999

I. Introduction

Le Réseau des organisations non gouvernementales féminines de la République islamique d'Iran est le seul réseau officiel d'ONG en Iran. Il a débuté ses activités en 1995 et dénombre aujourd'hui plus de 900 ONG de tout le pays. Il jouit du statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies depuis 1999. Selon sa charte, ce réseau compte un président, un vice-président, un directeur général ainsi qu'un trésorier et un secrétaire. Son Conseil central comporte 15 membres officiels, cinq membres suppléants et deux inspecteurs qui gèrent les affaires du réseau. Les pouvoirs de ce Conseil ont été confiés au président/directeur général du réseau. Ses pouvoirs lui ont par ailleurs été conférés par l'Assemblée générale du réseau. Il tranche sur les politiques et le Président du Conseil prend des mesures. Le réseau tire ses revenus des frais d'adhésion et rarement des projets de recherche et éducatifs ainsi que des contrats proposés par des instituts privés.

Objectifs de l'organisation : (a) échange d'informations et d'expériences en plus du développement de la communication entre les membres du réseau ainsi que les organisations nationales et internationales dans le cadre des règles du droit constitutionnel de la République Islamique d'Iran; (b) défense des droits et de la dignité des femmes ainsi que du statut de ces dernières au sein de la famille et de la société; (c) promotion d'activités culturelles, artistiques, sociales et économiques des femmes dans la société; (d) renforcement du rôle des femmes dans différents domaines sociaux afin de supprimer et de surmonter les préjugés sur les sexes; (e) sensibilisation de la société aux droits de la femme; (f) consultance et présentations à l'intention des décideurs et des instituts afin de surmonter les obstacles juridiques et légaux inhérents à l'autonomisation des femmes; (g) coordination des activités des ONG féminines de l'I.R.I. dans les domaines de l'administration et de la recherche afin de concrétiser les objectifs du réseau et de ses membres; et (h) gestion de l'éducation ainsi que des recherches de manière à atteindre les objectifs du réseau.

Le réseau promeut des activités en se basant sur des statistiques éducatives et de recherches et permet un échange d'expériences et d'informations entre les ONG féminines aux niveaux domestique, national, régional et international. Les activités

de la CNWN sont établies en fonction de la nature et des objectifs des ONG : (a) ONG spécialisées dans l'éducation et la recherche; (b) moyens d'information et de communication; (c) organisations de défense des droits de l'homme; (d) organisations socioculturelles; (e) organisations de la santé; (f) organisations caritatives; (g) organisations scientifiques et professionnelles; (h) organisations des minorités religieuses (zoroastriens, juifs, chrétiens); (i) organisations s'intéressant aux personnes handicapées; et (j) organisations spécialisées dans les technologies de l'information.

Membres du CNWN : âge 18-70 -éducation : diplôme d'études secondaires jusqu'au doctorat - Musulmans et non-musulmans.

Parmi les activités importantes, citons : (a) l'obtention du statut d'observateur permanent au sein de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI); (b) la présentation de trois rapports nationaux mettant en exergue le rôle des femmes au sein des assemblées internationales et présentation d'experts sur les questions ayant trait aux femmes; (c) l'approbation de statistiques du Conseil supérieur des statistiques sur une organisation axée sur les personnes; (d) la publication d'un journal sur les questions relatives aux femmes; (e) l'élaboration du programme d'une maîtrise sur la gestion non gouvernementale approuvé et mis en application par l'Université islamique Azad; (f) l'ouverture de bibliothèques spécialisées dans les ressources propres aux ONG; (g) une coopération pour fournir des lois spécifiques à une organisation axée sur les personnes à déposer au Parlement; (h) l'organisation d'une assemblée générale et de deux assemblées annuelles; (i) l'organisation d'ateliers dans diverses provinces du pays sur 12 questions essentielles concernant les femmes; (j) le développement de la base de membres du CNWN, passant de 550 ONG féminines (in 2004) à 924 ONG actuellement; (k) la gestion d'un site Web pour le réseau; (l) le développement des activités et adhésions au CNWN dans tout le pays; (m) la présentation au Ministère du travail et au Ministère des technologies de l'information d'un projet de création de près de 100.000 emplois par an; (n) la réalisation d'études administratives sur les questions relatives aux femmes, au mariage et à la famille en Iran; (o) la création d'un groupe axé sur les gens au sein du parlement; (p) la participation à des réunions et conférences des Nations Unies : les membres du CNWN ont participé très activement aux réunions ainsi qu'aux sessions internationales organisées par les Nations Unies dans le monde entier, et notamment à New York, afin de célébrer la Journée internationale de la femme en mars 2005, 2006 et 2007. Les membres ont pris part aux comités internationaux de défense des droits de l'homme de femmes internationales à Bangkok en 2006, à la Conférence mondiale de Durban contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée en 2001, ainsi qu'au Conseil de la Commission des droits de l'homme à Genève entre 2005 et 2008.

4. Project Concern International

Statut consultatif spécial accordé en 1993

I. Introduction

Objectifs de l'organisation : mus par l'intérêt que nous portons aux enfants, aux familles et aux communautés les plus vulnérables dans le monde, Project Concern

International (PCI) envisage un monde basé sur le partage des ressources abondantes, dans lequel les communautés sont en mesure de veiller à la santé et au bien-être de leurs membres, et au sein duquel les enfants et familles peuvent vivre une vie pleine d'espérance, en bonne santé et en autosuffisance. Nous nous sommes fixé pour mission de prévenir les maladies, d'améliorer la santé communautaire et de promouvoir le développement durable. Le PCI opère actuellement dans les 15 pays suivants : Zambie, Malawi, Tanzanie, Éthiopie, Botswana, Afrique du Sud, Inde, Indonésie, Bolivie, El Salvador, États-Unis d'Amérique, Guatemala, Mexique, Nicaragua et Pérou. Les travaux du PCI se démarqueront par les principes opérationnels suivants sur lesquels ils reposent : responsabilité, intégration, développement des capacités et réactivité. L'organisation respecte les principes de base suivants : nous considérons que la santé compte parmi les droits de l'homme fondamentaux, nous prônons un accès équitable, nous travaillons en tant que partenaires, nous exigeons l'intégrité, nous célébrons la diversité, nous soutenons l'autodétermination communautaire, nous tablons sur des avancées majeures, nous prenons des mesures et croyons aux personnes qui constituent notre organisation.

Changements importants intervenus dans l'organisation : en 2003-2004, le PCI a mis en œuvre un processus de planification stratégique élaboré qui a débouché sur un nouveau plan stratégique organisationnel ainsi que sur des plans opérationnels au niveau du pays et des départements pour 2004-2009. La vision, la mission, les principes opérationnels, les valeurs de base et les priorités stratégiques de l'organisation ont été complètement reformulés en appliquant, à l'échelle de l'organisation, un processus de planification stratégique, de balayage environnemental et de définition des orientations à suivre.

II. Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes affiliés : les représentants de l'organisation ont participé aux événements suivants : (a) les conférences internationales sur le sida (Canada, 2006 - Mexico, 2008); (b) co-animation de la consultation technique du PAM et de l'UNICEF sur la sécurité alimentaire, la nutrition et les enfants affectés par le VIH/sida (Italie, 2007) et participation au développement d'un protocole d'accord; (c) en 2007, invitation en tant que personnes ressources à la consultation technique régionale asiatique de l'OMS sur le VIH/sida et la Nutrition (Thaïlande); (d) sélection, parmi un groupe de plusieurs centaines de femmes atteintes par le VIH, d'un des membres du personnel du PCI en Inde chargé de représenter l'Asie à l'occasion du déplacement d'ONUSIDA aux États-Unis ayant pour thème les femmes et le sida.

Coopération avec les organes ou des institutions spécialisées des Nations Unies sur le terrain et au Siège : le PCI et certains partenaires, dont le Programme alimentaire mondial (PAM), ont organisé un Forum intitulé « Food Insecurity and HIV/AIDS: The Dual Epidemics of HIV/AIDS and Food Insecurity in Africa » (2006, Zambie). Ce Forum a été capital puisqu'il a permis aux ONG locales et aux organisations publiques internationales spécialisées dans la santé et le développement de partager leurs expériences au niveau de l'intégration de programmes axés sur le VIH/sida, la sécurité alimentaire, et la nutrition, que ce soit pour renforcer les efforts collectifs ou pour étayer les décisions politiques sur base

de réalité rencontrées sur « le front ». Le Forum s'est inspiré de la Consultation de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) sur la nutrition et le VIH/sida en Afrique ainsi que de la conférence de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires sur le VIH/sida et la sécurité alimentaire et nutritionnelle (Afrique du Sud, 2005). Il a constitué une plate-forme de développement des relations entre les organisations d'exécution afin d'encourager un apprentissage collaboratif et l'intégration de ces acquis au niveau de la conception, du financement et de l'exécution de futurs programmes.

Tirant parti de cette prise de conscience croissante, fin 2006, le PCI a convoqué un groupe de pression comptant 43 membres représentant 25 organisations, dont plusieurs agences des Nations Unies (OMS, PAM). À travers des conférences téléphoniques mensuelles ainsi que des communiqués réguliers par courriels, ce groupe informel, désormais connu sous le nom de FANSHA (Food and Nutrition Security and HIV&AIDS Advocacy Group), a favorisé le partage d'informations, l'élaboration de stratégies et une coordination axés sur ce sujet critique. Le groupe poursuit un objectif plus général : renforcer la prise de conscience de l'interaction entre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et le VIH/sida de manière à influencer les décisions et les processus clés contribuant à la réduction du risque de transmission du VIH et à une meilleure résilience au VIH/sida, conformément à la Déclaration AF06.

En 2008, ONUSIDA a accepté de nouer un partenariat avec le PCI sur le développement et le lancement de programmes technologiques de prévention de la « prochaine génération » destinés à modifier les normes sociales destructrices qui favorisent la propagation de l'épidémie (à l'instar de l'inégalité entre les sexes, la violence sexuelle, la stigmatisation et la discrimination, l'acceptation de pratiques sexuelles risquées, etc.). Le PCI et ONUSIDA ont co-animé une réunion des principaux donateurs et d'autres responsables politiques/universitaires de manière à présenter conjointement un prototype de prévention de la « prochaine génération », à l'instar de programmes de mobilisation sociale/de changement social. Les présentations portaient sur ce qui suit : (a) une analyse des programmes de changement social à ce jour; (b) le prototype de mobilisation sociale; (c) les estimations du coût des programmes de mobilisation sociale; et (d) un cadre de surveillance et d'évaluation des programmes de changement social. Cette collaboration a par la suite facilité le lancement d'un programme majeur de mobilisation sociale visant à lutter contre la violence sexiste en guise de stratégie de prévention du VIH/sida.

En mai 2007, l'ONUSIDA a publié une étude de cas sous forme de monographies portant sur le séjour d'un an (2004-2005) du PCI en Inde et intitulée « Overcoming HIV/AIDS Step by Step: The AIDS Walk for Life in India ».

Activités en rapport avec les objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 1 : réduire l'extrême pauvreté et la faim : (a) 10.722 ménages ont fait état d'une augmentation de revenus grâce à des programmes de génération de revenus. En moyenne, les programmes en Bolivie et au Nicaragua ont occasionné une hausse de revenus de 94 pour cent; (b) 14.920 membres de groupes d'entraide en Éthiopie et en Zambie se sont vus octroyer des prêts; (c) il a été indiqué que 296 965 enfants ont bénéficié d'une meilleure nutrition au Nicaragua, en Éthiopie et en Zambie.

Objectif 2 : assurer l'éducation primaire pour tous : (a) 181.440 enfants ont enregistré de meilleurs résultats et de meilleurs taux de présence scolaire grâce à des programmes éducatifs et alimentaires au Nicaragua et en Bolivie; et (b) au moins 1.366.077 enfants ont reçu un repas scolaire quotidien.

Objectif 3 : promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes : (a) 18 592 femmes ont bénéficié du soutien de microentreprises dans le cadre de programmes lancés au Nicaragua, en Inde, en Éthiopie et en Zambie; et (b) 177.511 femmes ont reçu une éducation/des formations.

Objectif 4 : réduire la mortalité infantile : (a) au moins 52.584 enfants ont bénéficié de services de santé et médicaux; de plus, (b) selon une étude au Nicaragua, les taux de croissance des enfants ciblés ont augmenté de 65 pour cent.

Objectif 5 : améliorer la santé maternelle : (a) plus de 30.825 femmes ont pu bénéficier du concours de sages-femmes ou de soins de santé maternelle dans le district Huehuetenango au Guatemala.

Objectif 6 : lutter contre le VIH/sida et d'autres maladies : (a) selon une analyse par génération de 2008, 91,2 pour cent de personnes souffrant de TB encadrés par le PCI dans 13 états prioritaires du Mexique ont été soignés, le taux de guérison national étant quant à lui de 84,1 pour cent; en outre, (b) 356.725 orphelins et autres enfants vulnérables ont bénéficié de services complets (éducation, nutrition, santé, services psychosociaux, etc.) au Nicaragua, en Zambie et en Éthiopie.

Objectif 7 : assurer un environnement durable : (a) 29 systèmes hydrologiques complets ont été mis sur pied, profitant à 8703 personnes au Nicaragua; (b) 982 latrines ont été construites, bénéficiant directement à 5407 personnes au Nicaragua; (c) et 35 réseaux de distribution d'eau et sanitaires ont été renforcés dans toute l'Amérique centrale.

Activités menées à l'appui de principes universels : le PCI participe de bien des façons à ce qui suit : la journée mondiale de lutte contre le sida, la journée mondiale de l'eau, la journée internationale de la femme, la journée mondiale de la santé, la journée mondiale de l'alimentation, la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et la semaine mondiale de l'allaitement maternel. Des informations sont communiquées et des événements spéciaux mis sur pied. Un ensemble d'événements particulièrement importants ont été organisés lors de la journée mondiale de lutte contre le sida en 2004 et en 2005 dans le cadre du PCI AIDS Walk for Life.

Le PCI n'a pas pu contribuer pleinement aux travaux du Conseil économique et social essentiellement en raison de priorités concurrentes et de ressources limitées (humaines et financières). Il importe de noter qu'au cours de cette période d'évaluation (de 2005 à 2008), le PCI a renforcé sa participation aux niveaux régional et international, et ce dans une large mesure par rapport aux années précédentes en partie du fait de sa réputation croissante dans certains domaines de travail tels que la gestion intégrée du VIH/sida et de la sécurité alimentaire/nutritionnelle.

5. Women's Missionary Society of the African Methodist Episcopal Church

Statut consultatif spécial accordé en 1985

I. Introduction

La Women's Missionary Society of the African Methodist Episcopal Church (WMSAMEC) a été fondée en 1864. Étant essentiellement l'antenne d'action sociale de l'Église épiscopale méthodiste, cette société s'efforce de créer des occasions et des moyens de répondre aux besoins et aux préoccupations changeants des habitants du monde entier. Nous disposons de sociétés bien établies dans le monde entier, et notamment dans chaque État des États-Unis d'Amérique, aux Bahamas, à Bermuda, en Afrique centrale, en République dominicaine, en Angleterre, en Guyane, à Haïti, en Jamaïque, en Namibie, en Afrique du Sud, dans d'autres nations d'Afrique du Sud, au Suriname, à Trinidad, en Afrique de l'Ouest, et récemment, en Inde. La Société s'occupe surtout des questions qui préoccupent les femmes, les enfants et les familles, mais estime que la quasi-totalité des facteurs affecte nos préoccupations et qu'il convient d'adopter une approche globale des collectivités locales.

Nous maintenons nos affiliations à plusieurs autres organisations poursuivant des buts similaires tels que : Church Women United, le National Council of Negro Women, la Fédération mondiale des femmes méthodistes, Bread for the World Institute on Hunger and Development, le Fonds de défense des enfants, le Conseil Mondial des Églises, le Conseil National des Églises et bien d'autres.

II. Contribution aux travaux des Nations Unies

Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes affiliés : Pendant la période d'évaluation (2005-2008), l'Organisation a tiré parti de toute opportunité de s'impliquer dans les Nations Unies et de ses organisations affiliées telles que le Département de l'information, UNICEF, l'OMS, le PNUD, la Fondation pour les Nations Unies et d'autres. La Women's Missionary Society of the African Methodist Episcopal Church prend très au sérieux son affiliation auprès des Nations Unies et fait tout ce qui est en son pouvoir pour promouvoir le travail du Conseil Économique et Social, en diffusant par ailleurs les informations obtenues par le biais du Département de l'information. Les Représentants désignés prennent part à des séances d'information régulières et d'autres réunions spéciales tenues aux Nations Unies. L'organisation n'a pas été en mesure d'envoyer des représentants aux réunions du Conseil Économique et Social tenues à l'étranger mais a plutôt choisi de consacrer ces fonds pour soutenir et de mettre en œuvre des programmes et projets en rapport avec les objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres programmes qui ont contribué à nos domaines d'intérêt précités.

Initiatives en faveur de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement : Dans les 20 districts de l'Église épiscopale méthodiste africaine, les églises locales mettent à disposition de la nourriture et des réserves de vêtements, organisent des visites dans les hôpitaux et les maisons de retraite, ainsi

que des programmes de récupération des drogues, de fournitures et d'encadrement scolaires, d'attribution de bourses et de prévention de la violence contre les femmes. Elles créent en outre des soupes populaires, des tests et programmes sur le VIH/sida, et bien d'autres choses encore. Ces programmes ont un impact sur l'existence de dizaines de milliers de personnes. Ces quatre dernières années, nous avons tenu notre conférence nationale sur les ONG au cours de la troisième semaine d'octobre aux Nations Unies. Nous avons proposé des ateliers, des séminaires ainsi que des discussions animées par des membres du personnel des Nations Unies. Voici un bref aperçu du programme quadriennal :

2005 : Thème : « NGO's: Partners in the Promise: Fulfilling the Millennium Development Goals ». En 2005, nous nous sommes concentrés sur les objectifs du Millénaire pour le développement. Nous nous sommes efforcés d'éduquer, de mobiliser et de participer à des programmes qui seraient utiles étant entendu que nous cherchons à contribuer à chacun des objectifs du Millénaire pour le développement au mieux de nos capacités. Nous avons continué notre « Maama Kit Initiative », lancée en 2004. Nous nous sommes rendus au Mozambique pour entamer la distribution de kits offrant les moyens de créer un environnement sécurisé et sain pour donner naissance aux enfants dans la brousse/les zones rurales, dépourvues d'hôpitaux ou de cliniques et où sont appliquées des techniques médicales traditionnelles. Les kits proposaient des tampons de gaze stérile, des lames de rasoir, des feuilles en plastique, des rouleaux de coton ainsi que d'autres articles simples pour donner naissance en toute sécurité. De plus, nous avons maintenu notre partenariat avec le Fonds américain pour l'UNICEF et contribué à sa campagne annuelle Halloween de ce dernier. Nous avons en outre lancé le programme « L'école en boîte », destiné à financer plusieurs boîtes. Nos jeunes ont par ailleurs pris part à une campagne d'échange de lettres avec des enfants vivant dans des zones déchirées par la guerre par l'entremise d'UNICEF. Qui plus est, nous sommes parvenus à avoir un impact sur la vie de plus de 15 millions d'enfants de moins de 18 ans dont les mères, les pères ou les deux parents ont perdu la vie à cause du sida par le biais d'UNICEF/HIV/AIDS-OVCs. Nous avons soulevé plus de 35.000 de dollars pour cette initiative et nos efforts nous ont valu une récompense du Fonds américain pour l'UNICEF.

2006 : Thème : « The WMS Agent for Change: MACRO Impacting the Future ». En 2006, nous avons continué à nous concentrer sur les objectifs du Millénaire pour le développement spécifiques à l'éducation et à la défense des intérêts. Notre campagne « L'école en boîte » a suivi son cours et l'initiative « Unis pour les enfants, unis contre le sida » a été développée. Nous avons également entamé une campagne de sensibilisation et d'entraide aux peuples du Darfour. Nous avons établi un partenariat avec « My Sister's Keeper », apportant une aide financière de manière à garantir la subsistance des réfugiés du Soudan. Lors de notre conférence de 2006, nous avons proposé des présentations du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) ainsi que du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM).

2007 : Thème : « WMS — Continuing the Legacy, Embracing the Past, Empowered for the Future ». Les actions que nous avons menées en 2007 ont une fois encore cherché à promouvoir les objectifs du Millénaire pour le développement. Nous avons en effet engagé un partenariat avec le FNUAP, en adhérant à leur campagne d'éradication de la fistule obstétrique. Nous avons lancé une campagne majeure de collecte de fonds. Nous avons tenu une conférence le jour de la fête des mères qui

avait pour vocation de sensibiliser et de réunir de l'argent pour les fistules obstétriques. Nous avons ciblé l'objectif du Millénaire 7 et noué un partenariat avec l'UNICEF, en travaillant sur des projets d'assainissement et axés sur l'eau ainsi que sur le projet « Robinet ».

2008 : Thème : « The Women's Missionary Society: Celebrating 20 Years of NGO Global Witness, Ministry and Service ». En 2008, nous nous sommes livrés à une introspection à travers la célébration de 20 ans de conférences de l'ONG aux Nations Unies. Nous avons salué Sœur Wilhelmina Lawrence (décédée), cette Présidente visionnaire dont les efforts en 1985 ont permis de déboucher sur le statut de notre ONG. Toutefois, cette introspection a suscité un regain d'intérêt pour les objectifs du Millénaire pour le développement et les campagnes qui nous permettraient de faire la différence. Nous avons poursuivi notre campagne sur les fistules et commencé la préparation de la visite au Malawi fin 2009 ou début 2010 en vue de la première distribution de fonds pour les interventions chirurgicales. Nous discutons actuellement avec le FNUAP afin de trouver des solutions facilitant le déplacement et la distribution. Nous enverrons également des fonds au Ghana pour financer la distribution dans les hôpitaux et les cliniques par le biais du FNUAP. Par ailleurs, nous avons choisi le microcrédit comme thème de notre prochaine campagne et avons commencé à planifier l'aspect logistique de ce projet.

6. Assemblée mondiale des petites et moyennes entreprises

Statut consultatif spécial accordé en 1989

Objectifs de l'organisation : l'Assemblée mondiale des petites et moyennes entreprises a poursuivi les objectifs principaux suivants : (a) articulation des préoccupations et intérêts des petites et moyennes entreprises (PME) dans divers forums nationaux, régionaux et internationaux; (b) développement des relations entre les PME dans des pays développés et en développement en encourageant la coopération interentreprises; (c) travail en réseau avec des organisations apparentées/similaires; (d) développement de la collaboration avec les agences des Nations Unies et les organisations internationales; (e) développement des capacités des PME par le biais de programmes de développement des compétences et managériaux; (f) diffusion d'informations sur les développements internationaux dans le secteur des PME; et (g) réalisation de recherches et d'études sur des questions tropicales auxquelles les PME sont confrontées. Depuis sa création, le WASME s'est efforcé de stimuler, d'encourager, de promouvoir et de coordonner la coopération et les déplacements internationaux aux fins de la croissance et du développement des PME.

En 2005-2009, le WASME a poursuivi ses activités destinées à épouser la cause des PME dans le monde. Il a mis sur pied une Mission auprès de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et d'autres organisations des Nations Unies en coopération avec l'Institut européen de développement économique et de planification au cours du dernier trimestre de 2006. Il a soumis un mémo de coopération à l'ONUDI (Autriche, 2007). Le WASME s'est vu octroyer le statut d'observateur par l'Organisation mondiale des douanes en 2007.

Contribution aux activités des Nations Unies

Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes affiliés et/ou aux grandes conférences et autres réunions des Nations Unies

Le WASME a participé comme suit : (a) déclaration à l'occasion de la 21^e session de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) (Thaïlande, 2005); (b) participation à la 31^e session du Conseil du développement industriel de l'ONUDI (Vienne, 2006); (c) participation à la première session de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU), au Comité de la coopération et de l'intégration économiques (Suisse, 2006); (d) participation à la 175^e session du conseil exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) (France, 2006); (e) participation au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et à la Deuxième conférence internationale d'homme d'affaires (Nigéria, 2006); (f) participation aux célébrations du 40^e anniversaire de l'ONUDI (Autriche, 2006); (g) participation à la 32^e session du Conseil de développement industriel de l'ONUDI (Autriche, 2006); (h) participation à la 33^e session du Conseil de développement industriel de l'ONUDI (Autriche, 2007); (i) présentation d'un rapport sur les problèmes de développement humain à l'occasion du séminaire national organisé par la Commission de planification de l'Inde et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ayant pour thème le développement des capacités dans les États indiens (Inde, 2007); (j) participation au Forum de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur le travail décent au service d'une mondialisation équitable (Portugal, 2007); (k) participation à la 34^e session du Conseil de développement industriel de l'ONUDI (Autriche, 2008); (l) participation à la 64^e session de la CESAP (Thaïlande, 2008).

Autres réunions : participation à (a) la première assemblée générale du Réseau International pour les PME (Barcelone, 2005); (b) à la XVI^e Conférence internationale du WASME sur les PME (Roumanie, 2005); (c) à la 50^e Conférence mondiale du Conseil international des petites entreprises (États-Unis d'Amérique, 2005); (d) à la XVII^e Convention internationale des PME du WASME (République de Corée, 2006); (e) à la conférence internationale de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)-la Coopération économique Asie-Pacifique(CEAP) (Grèce, 2006); (f) à la 3^e exposition internationale sur les PME (RAS de Hong Kong -China, 2006); (g) à la Conférence internationale de l'OCDE intitulée « Accroître la participation des petites et moyennes entreprises aux chaînes mondiales de valeur » (Japon, 2007); (h) au séminaire ayant pour thème : « Seminar on Small Cyber Enterprises: Business and Market Development for Sustainability » (Inde, 2007); (i) à la Réunion d'experts sur la comparaison des meilleures pratiques pour créer un environnement permettant de maximiser les effets positifs pour le développement, la croissance économique et l'investissement dans les pays en développement et les pays en transition (Suisse, 2007); (j) allocution à la Convention nationale organisée par le Conseil national des petites et moyennes entreprises privées de Roumanie (Roumanie, 2008); (k) allocution à la 4^e Conférence internationale sur le leadership féminin ainsi qu'à l'Exposition 2008 sur les petites et moyennes entreprises (Pakistan, 2008); (l) participation au « national MSME Award Function » (Inde, 2008); (m) participation au « 10th Jubilee Small and Business Medium Enterprises Fair » (Monténégro, 2008); (n) participation au

35^e Congrès international des petites entreprises (Irlande du Nord, 2008); (o) participation à la « National Top of Private Enterprises — Top 2007 — XVith Edition », organisée par le Conseil National des petites et moyennes entreprises privées de Roumanie(2008).

Autres activités : études de recherche : réalisation d'une étude de terrain pour le Ministère des Petites entreprises (Gouvernement d'Inde) intitulée : « Role and Challenges of Small Service Enterprises in India » (2005-2006); étude de faisabilité pour la cellule de mission sur les bioénergies du Gouvernement d'Uttar Pradesh (Inde), sur l'installation d'usines de biogaz dans les villages de Naxalites du District de Sonbhadra de la province d'Uttar Pradesh en Inde.
